



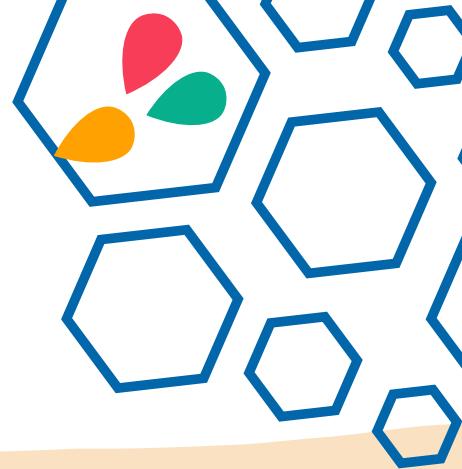
2024

RAPPORT D'ACTIVITE



**Assemblée Générale
du 15 mai 2025
au Centre social de La Vivaraize**

SOMMAIRE



PAGE 2 : RAPPORT MORAL ET D'ORIENTATION

PAGE 4 : CARTE DES ADHÉRENTS

PAGE 5 : LES CENTRES SOCIAUX ET EVS 42 43

PAGE 6 : ACCOMPAGNER

PAGE 7 : ANIMER LE RÉSEAU

PAGE 15 : REPRÉSENTER ET PROMOUVOIR LES VALEURS ET LES DÉMARCHES DU RÉSEAU

PAGE 21 : S'IMPLIQUER DANS LE RÉSEAU FÉDÉRÉ : AMBITIONS PARTAGÉES AVEC L'AURACS ET LA FCSF

PAGE 22 : FORMER LES ACTEURS.RICES BÉNÉVOLES ET SALARIÉ.E.S

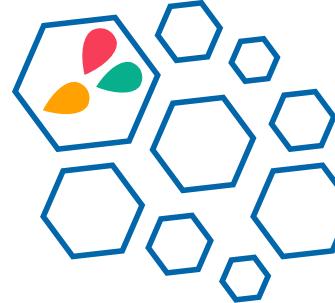
PAGE 25 : ÊTRE LIEU DE RESSOURCES

PAGE 26 : FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS

PAGE 27 : ANIMER LA VIE FÉDÉRALE

PAGE 29 : ASSURER L'ÉCONOMIE DU PROJET FÉDÉRAL

RAPPORT MORAL



Brosser le portrait de l'année écoulée n'est pas affaire aisée tant les contrastes qui la dessinent sont en clair-obscur. La situation internationale marquée par de nombreuses crises : le génocide contre les habitant.e.s de Gaza, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la montée des nationalismes en Europe, l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche... autant de points de bascule qui peuvent donner assez nettement la tonalité du tableau.

En France, l'Assemblée Nationale en janvier votait la loi « Asile Immigration », l'une des plus répressive de ces 40 dernières années. Les débats sur les migrations abordés exclusivement sous l'angle de la menace pour notre société ont plongé un peu plus la France dans un bain nauséabond raciste (restreignant les droits des personnes étrangères, plongeant des familles entières dans la peur des expulsions) et sécuritaire (présence policière exacerbée, gouvernance par décrets ou par voie législative).

La dissolution de l'Assemblée nationale a semé le trouble dans le pays. Nos institutions ont vacillé, notre démocratie a vacillé...

Au sein de notre réseau, au cœur des territoires de nos Centres Sociaux et nos Espace de Vie Social, la peur de l'agression raciste, les insultes et un climat d'hostilité nous ont plongé un instant dans la stupeur. C'est dans ce contexte tendu que la fédération nationale et notre fédération Loire - Haute-Loire ont, de manière claire et précise, affirmé nos valeurs de dignité humaine, de démocratie et de solidarité.

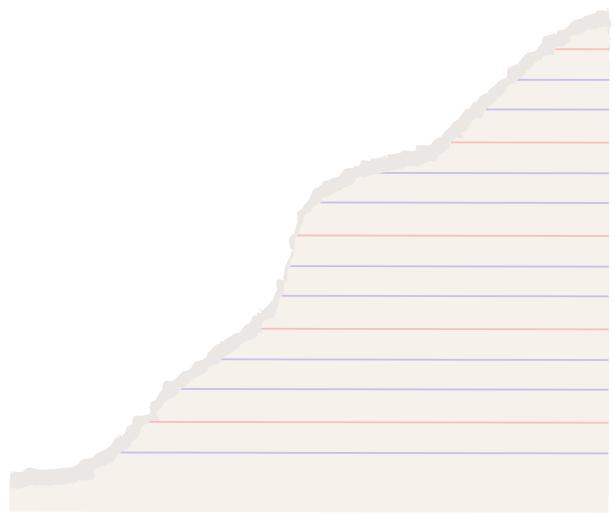
Ainsi, nous avons collectivement participé à impulser de la puissance à notre réseau d'éducation populaire, irrigué par une volonté politique forte. La volonté de continuer à bâtir un monde où la sécurité ne se réduit pas à sa dimension de sécurité publique mais s'articule à la dimension écologique pour construire un avenir rassurant et vivable pour la planète, et pour toutes les générations, présentes et à venir, dans le respect du contrat social qui lie les individus entre eux et leur donne à chacun une juste place dans la société. Sécurité démocratique, en réfléchissant encore et toujours à nos modes de gouvernance ; Sécurité alimentaire en permettant aux habitant.e.s d'avoir accès à une alimentation saine et durable s'inscrivant dans une perspective d'équilibre avec les pays du Sud global. Sécurité enfin dans l'accès aux droits sociaux en offrant à chacun.e.s la possibilité de connaître et d'agir sur le non-recours.

A travers nos formations, nos rencontres thématiques, nos groupes de pairs-es, nous nous armons collectivement d'outils pour que s'exerce constamment notre esprit critique. Nous expérimentons la gouvernance partagée et tentons de repenser les paradigmes qui conditionnent notre faire ensemble. Notre réseau est composé de bénévoles et de professionnels et c'est ce modèle unique, original, qui nous place au cœur du bouillonnement de la vie quotidienne de nos quartiers et de nos villages, dans l'écoute et dans l'attention, dans le dialogue et dans le débat. Il nous permet une adaptation rapide et créative aux changements constants de nos écosystèmes.

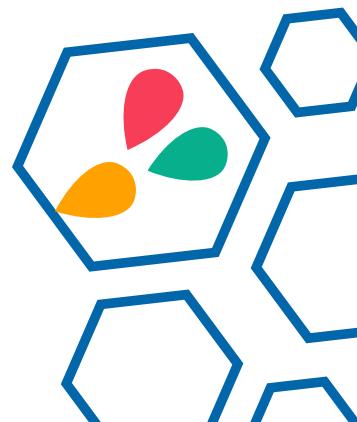
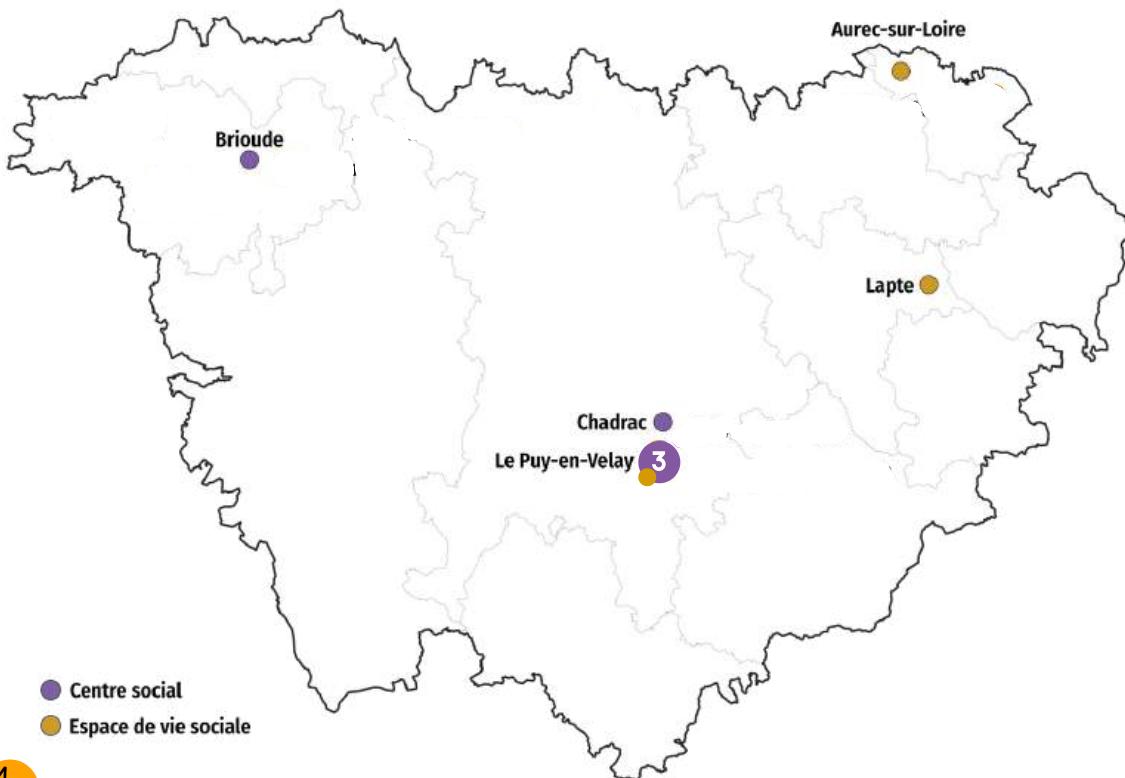
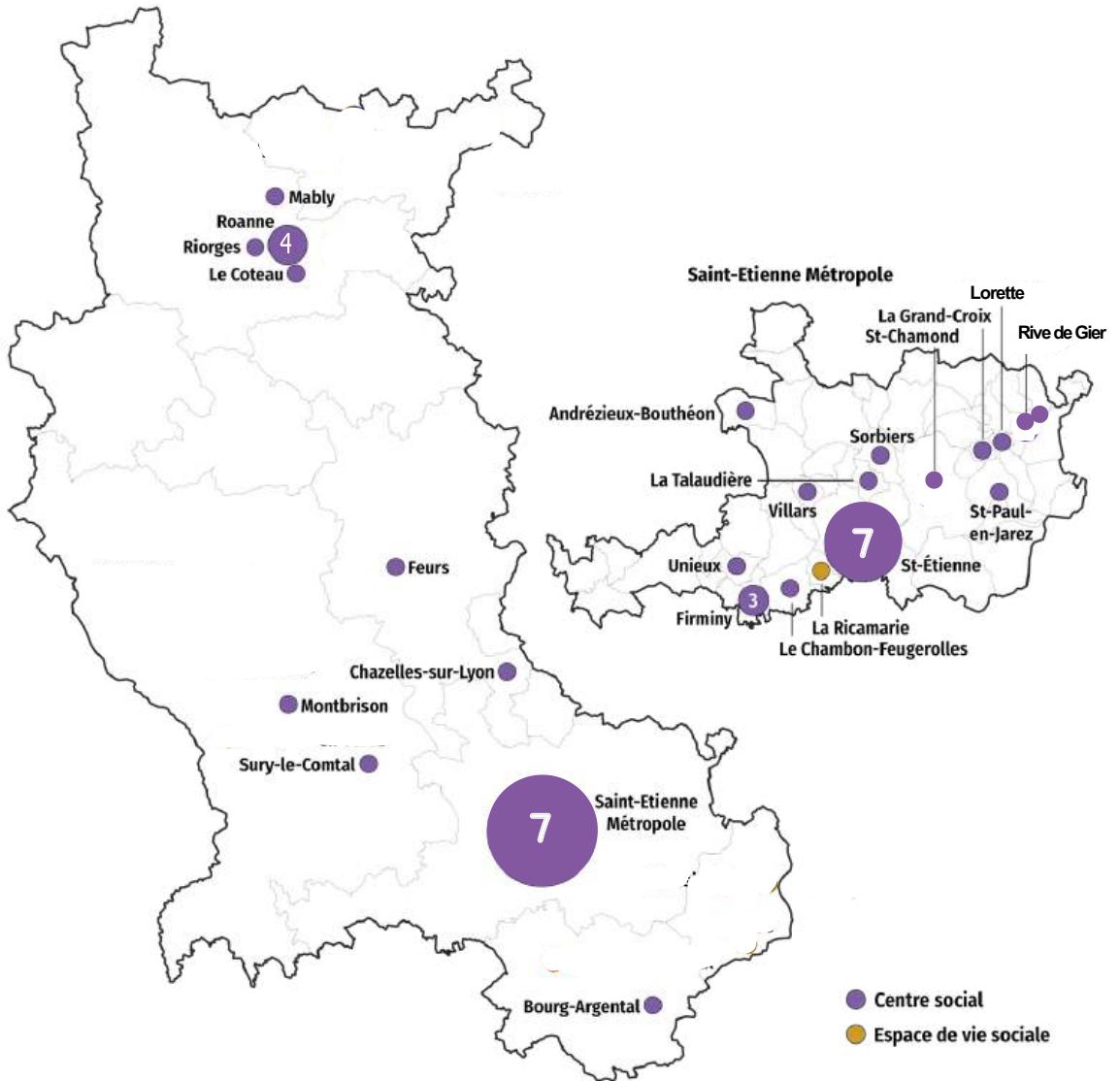
Le maintien du financement public de nos structures, afin que continuent d'exister nos centres sociaux et EVS sur nos territoires, dans l'intérêt constant des habitant.e.s, nécessite que nous soyons toujours plus réactifs, agiles et en alerte au regard des décisions politiques.

Plaider sans cesse pour que soit reconnue notre utilité sociale n'est cependant plus suffisant. A tous les niveaux, de l'État à la commune, les moyens alloués ne sont pas à la hauteur des besoins sociaux et certaines structures sont même menacées de fermeture. Nous nous devons d'être toujours plus solidaires les uns des autres, car non seulement quand un centre social ferme, il fragilise tous un réseau d'acteurs sur son territoire mais plus largement c'est le développement du pouvoir d'agir des habitant.e.s, et la démocratie au quotidien qui sont menacés.

Ce qu'il faut maintenant collectivement c'est pratiquer une culture de la brèche pour étendre, avec nos alliés, le champ de la résistance, penser et enclencher des dynamiques collectives porteuses de solidarité et d'espoir, à distance des logiques d'enfermement et d'exclusion



CARTE DES ADHÉRENTS



LES CENTRES SOCIAUX ET EVS

42 43



Haute-Loire

LES USAGERS

CENTRES SOCIAUX

12 600 HABITANT.E.S
impliqué.e.s dans les actions



EVS

11 300 HABITANT.E.S
impliqué.e.s dans les actions



229 ASSOCIATIONS
ont été accueillies au total

143
SALARIÉS



soit 90,5 ETP



LE BUDGET

CS

43 millions d'euros de BUDGET GLOBAL
619 800 € de budget moyen par CS

Dont 69% consacrés à la masse salariale



EVS

666 000 euros de BUDGET GLOBAL
83 200 € de budget moyen par EVS

Dont 63% consacrés à la masse salariale

LES BENEVOLES

CS	Total	EVS
300 BÉNEVOLES		352 BÉNEVOLES
7 700 HEURES		11 000 HEURES
4,8	ETP	6,9

42.5% ont + de 60 ans
47.5% ont entre 26 et 59 ans
10% ont moins de 25 ans



73% de FEMMES
27% d'HOMMES

CS

56% de FEMMES
44% d'HOMMES

EVS

Loire

LES USAGERS

CENTRES SOCIAUX

78 600 HABITANT.E.S
impliqué.e.s dans les actions



EVS

21 000 HABITANT.E.S
impliqué.e.s dans les actions



440 ASSOCIATIONS
ont été accueillies au total

1 950
SALARIÉS



LE BUDGET

CS

34 millions d'euros de BUDGET GLOBAL
733 400 € de budget moyen par CS

Dont 65% consacrés à la masse salariale



EVS

4,6 millions d'euros de BUDGET GLOBAL
268 000 € de budget moyen par EVS

Dont 56% consacrés à la masse salariale

LES BENEVOLES

CS	Total	EVS
2 650 BÉNEVOLES		900 BÉNEVOLES
124 080 HEURES		35 000 HEURES
77,2	ETP	21,8

57% ont + de 60 ans
40% ont entre 26 et 59 ans
3% ont moins de 25 ans



71% de FEMMES
29% d'HOMMES

CS

67% de FEMMES
33% d'HOMMES

EVS

ACCOMPAGNER



L'accompagnement fédéral c'est :

Soutenir la vitalité de la vie associative en imaginant ensemble d'autres façons de faire vivre les instances de manière démocratique. En ce sens la Fédération a accompagné **12** structures de manière renforcée et a proposé au réseau un séminaire gouvernance, dans la suite de la recherche action engagée en 2021.

Appuyer stratégiquement les pilotes des centres : 26 missions d'appui (allant jusqu'à l'intérim de direction par des chargé.e.s de mission), prenant la forme ici d'un travail sur les délégations, là d'une participation aux comités des financeurs, ou là encore d'un soutien dans la gestion des ressources humaines, de l'économie du projet et du développement de partenariats...

Accompagner au recrutement et à la prise de poste de **7** directions, **4** référent.e.s familles et des coordinateur.ice.s de secteurs (enfance, jeunesse...).

Accompagner 20 structures dans le renouvellement de leur projet social.

Garantir le sens : éclairer les temps de débat, d'analyse et de construction des positionnements des adhérents à partir de l'histoire, des valeurs du réseau.

Communication : création et utilisation de sites, réseaux sociaux, lettre d'information fédérale, newsletters partenaires, ressourceurie, site internet fédéral.

ANIMER LE RÉSEAU



Favoriser les échanges, les coopérations et les solidarités entre les membres en animant des **rencontres de pair.e.s**, des **rencontres territoriales thématiques** et des chantiers autour de **questions sociales prioritaires**.

ANIMER LES GROUPES DE PAIRS

5 journées référent.e.s familles

2 journées responsables EAJE

6 demi-journées animateur.ice.s jeunes

3 comités de direction Loire

1 comité de direction/coordination Haute-Loire

1 comité de direction bi départemental

2 journées chargé.es d'accueil - Secrétaires

1 journée comptables

2 rencontres réseau CAF Haute-Loire EVS

1 rencontres réseau CAF Haute-Loire Centres sociaux



ANIMER LES QUESTIONS SOCIALES

VIEILLISSEMENT

NUMERIQUE

ENVIRONNEMENT

RECOURS AUX DROITS

RURALITE/QPV

JEUNESSE-ENFANCE

PARENTALITE

VIVRE ENSEMBLE LAICITE

COMMUNICATION

PETITE ENFANCE

DÉMOCRATIE

EUROPE

LUTTE CONTRE LA PRECARITÉ ALIMENTAIRE

Alimentation



Impact et bilan du projet Mieux manger avec les centres sociaux

L'Agence nouvelle des solidarités (ANSA), qui a accompagné la Fédération des centres sociaux et EVS de Loire et Haute-Loire et les 9 centres sociaux impliqués dans le projet *Mieux manger avec les centres sociaux*, a sorti courant 2024 un rapport de capitalisation sur les effets de ce projet pour les structures et les personnes.

Le fonds mutualisé de la Fédération (en 2023) et l'appel à projet *Mieux manger pour tous* (en 2023) ont permis le financement de nombreuses actions de lutte contre la précarité alimentaire, permettant ainsi de renforcer la place de notre réseau dans la mise en place d'une démocratie alimentaire.

Territoire Zéro Non-Recours

Lancement par la ville de La Ricamarie et la Fédération de l'expérimentation nationale "Territoire zéro non recours"(TZNR)

Ce projet TZNR fait suite à la mise en œuvre par la Fédération des centres sociaux Loire et Haute-Loire et ses partenaires du pacte du pouvoir de vivre (PPV) en octobre 2021 d'une journée départementale « recours aux droits sociaux pour tou.te.s » et en février 2023 d'un comité de pilotage départemental « recours aux droits sociaux » où étaient présentes de nombreuses institutions.

Dans la continuité des travaux engagés, la Fédération et les membres du PPV ont pu accompagner la Ville de la Ricamarie dans le dépôt de sa candidature à l'expérimentation TZNR. Notre candidature, soutenue par la CAF42 et l'EVS Tissage coloré, a été retenue, comme 38 autres sur le territoire national.

Ce projet de 3 ans a débuté en 2024 avec l'accompagnement de la ville dans le recrutement et la prise de fonction de la coordinatrice et de la médiatrice TZNR, la préparation et l'animation des deux comités locaux en avril et juin, la participation aux webinaires de la communauté apprenante nationale, la mise en place de comités habitants pour asseoir leur légitimité à piloter avec nous le dispositif. Avec le pacte du pouvoir de vivre, nous sommes également impliqués dans les 4 groupes de travail : améliorer la coordination/formation des acteurs, observer le non recours, gérer les situations d'urgence et complexes, mobiliser les habitant.e.s pour qu'ils et elles soient pleinement acteur.ice.s de la lutte contre le non recours. À ce titre la Fédération est particulièrement impliquée sur le groupe « formation » et proposera en 2025 une formation sur le Aller vers pour lutter contre le non-recours à l'ensemble de la communauté TZNR.

Instauration du Comité local TZNR

Dans la continuité du comité de pilotage de novembre 2023, deux comités locaux, impliquant une trentaine d'acteurs.ice.s institutionnel.le.s et associatif.ve.s du territoire se sont tenus en avril et juin 2024.

L'occasion de :

- impulser une réflexion commune autour des enjeux de non recours et « d'aller vers », en présence de M. Grand David, sociologue à l'ENSEIS et chercheur associé au centre Max Weber
- accueillir les premier.ère.s représentant.e.s du collège habitant.e.s, la coordinatrice et la médiatrice TZNR qui ont pris leurs fonctions en juin
- affiner la gouvernance du dispositif
- échanger sur l'état d'avancement du projet et construire la feuille de route des 4 groupes de travail



Présence de Claire Hedon, sur invitation du groupe local 4243 du Pacte du pouvoir de vivre

Pour lutter contre le non-recours aux droits dans nos deux départements, le groupe Loire et Haute-Loire du Pacte du Pouvoir de Vivre, auquel participe la FD CS4243, se mobilise depuis 3 ans : journée départementale du non-recours, interpellation des pouvoirs publics et des organismes sociaux, soutien au quotidien des personnes pour faire valoir leurs droits, participation au territoire zéro non-recours (TZNR)... Dans la continuité de cette dynamique, le PPV a organisé le 10 avril, une soirée « Accéder à ses droits : un parcours du combattant ? », présidée par Madame Claire Hédon, Défenseure des Droits.



Laïcité

La Fédération et le réseau mobilisés pour une laïcité en dialogue et en acte !

En 2024, différentes propositions ont été faites au réseau sur les questions de laïcité :

- Les équipes salariées et bénévoles des centres sociaux du Babet et de Montbrison ont suivi en interne la formation Valeurs de la République et Laïcité (VRL);
- Les formateur.ice.s habilité.e.s de la Fédération ont par ailleurs participé aux comités départementaux animés par les services de l'Etat et Pierre Cristin a également animé une formation VRL dans ce cadre;
- Afin de se muscler collectivement sur les enjeux juridiques de la laïcité, nous avons pu proposer l'intervention de Maelle Comte, avocate spécialiste de la question. L'événement a rassemblé une quarantaine de personnes !
- Pierre a également animé une séquence au centre social du Colibri, et Mélissa un atelier dans le Rhône dans le cadre d'une journée organisée par la CAF et Labocités.

Mutualisation

La force du collectif en action!

En 2024, la Fédération a continué de porter l'enjeu de la mutualisation par trois entrées :

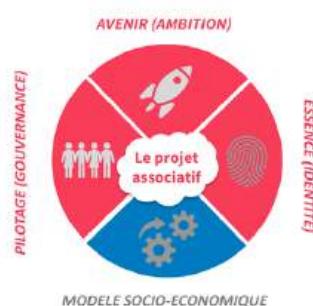
- Le Fonds mutualisé : dans un contexte économique tendu, le réseau a fait le choix de réorienter le fonds mutualisé sur les outils collectifs de suivi développés par le cabinet Font Guillot pour objectiver la situation des structures. Le fonds mutualisé a également permis de financer une partie du reste à charge pour le séjour Erasmus organisé au mois de mars au Danemark;
- La mutualisation technique : la Fédération, accompagnée d'acteur.ice.s du réseau, rencontre régulièrement des entreprises pour négocier des prix intéressants pour les structures ; en 2024, une nouvelle grille tarifaire a notamment été proposée concernant les impressions de plaquettes de communication;
- La gestion d'un matériel mutualisé : grâce à des fonds France Relance, la Fédération dispose de 2 triporteurs électriques, sonos et écrans mobiles. Moyennant une convention de mise à disposition, les structures peuvent emprunter gratuitement ce matériel pour leurs manifestations.

Recherche action modèles socio économiques

Huit centres sociaux engagés dans une recherche-action autour des modèles socio-économiques

Conduire des projets ambitieux et qui aient du sens, dans un contexte marqué par l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat et la contraction des financements publics : telle est la complexe équation que doivent aujourd'hui résoudre les centres sociaux pour envisager sereinement leur avenir ! Ce constat partagé conduit huit centres de la Loire et de la Haute-Loire à s'engager de manière proactive, de février à septembre 2025, dans une démarche de recherche-action, autour de leurs modèles socio-économiques (MSE), coanimée par la Fédération des centres sociaux de Loire et Haute-Loire et la FCSF.

Au terme d'un parcours d'une dizaine de jours, qui associera à la fois des directeur.ice.s et des administrateur.ice.s du réseau, chaque structure participante sera en mesure de formaliser son MSE actuel, de l'interroger, puis de se projeter à 3 ou à 5 ans, de manière à poser des choix en conscience : confirmation de certains projets, renoncement à d'autres, recentrages, exploration de nouveaux terrains, etc. Ce parcours visera dans le même temps à capitaliser des outils d'analyse efficaces et à acquérir une culture commune des MSE. La visée n'est donc pas d'accompagner des structures en crise, mais plutôt d'amorcer dans un cadre collectif une réflexion de long-terme sur le sens de nos projets et sur les moyens à mobiliser pour les conduire. Dans cette optique, la réflexion autour des MSE n'est pas vue comme une finalité mais comme un moyen de travailler sur la pérennité et le développement de chaque structure tout en veillant à garantir la cohérence du projet associatif et l'ambition émancipatrice de nos actions.



Outiller les centres sociaux et EVS en matière de mécénat

Dans le cadre du dispositif Guid'Asso, la Fédération des centres sociaux et EVS de Loire et Haute-Loire a publié au début du mois de décembre un guide pratique du mécénat à destination des centres sociaux.

Sous la forme d'une publication « digeste » (16 pages), le guide constitue une introduction aux rouages du mécénat, à travers :

- Quelques repères sur le contexte français ;
- Un aperçu des principaux textes en vigueur ;
- Un rappel des différences entre mécénat financier, mécénat en nature et mécénat de compétences ;
- Quelques repères fiscaux ;
- Une sélection de ressources pour aller plus loin.



Ce guide vise à acclimater les équipes des centres sociaux au vocable du mécénat, tout en mettant en lumière certaines expériences inspirantes issues de notre réseau.

La publication de ce guide sera complétée en 2025 par un module de formation également dédié au mécénat.

Mobilité au Danemark

Grâce à l'accréditation Erasmus + de la FCSF, notre Fédération a pu proposer à 14 acteur.ice.s bénévoles et salarié.e.s du réseau un séjour d'immersion au Danemark. Il fallait bien cinq jours pour que nos voyageur.se.s ligérien.ne.s appréhendent l'histoire du pays, plus spécifiquement de l'éducation populaire à la sauce danoise, mais aussi les pratiques liées à l'écologie et la protection de l'environnement !

Et comme si cela ne suffisait pas, le groupe à son retour s'est lancé le défi fou d'écrire un livre : *Le secret de la réussite scandinave* était né !



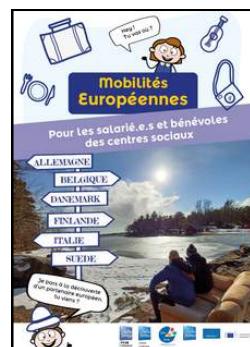
Europe

S'enrichir d'expériences européennes : 7 séjours depuis 2022

Une délégation du consortium fabus bretagne (dont 5 ligérien.ne.s du réseau fédéré) a été reçue par ses homologues suédois en septembre 2024 pour échanger sur la manière dont la culture peut être levier d'émancipation, notamment auprès des jeunes ! Une semaine pour échanger sur nos pratiques et renforcer notre sentiment d'appartenance à une communauté européenne qui œuvre au quotidien et dans la proximité pour la transformation sociale !

Ce projet s'inscrit dans le partenariat avec le consortium "Eureka", piloté par la Fédération des centres sociaux de Bretagne. Il a permis à une vingtaine d'acteur.ice.s du réseau ligérien et alti-ligérien (bénévole, animateur.ice jeune, référent.e famille, chargé.e d'accueil, direction...) de participer entre 2022 et 2024 à 7 séjours en Italie Suède, Finlande, Allemagne, Belgique et Danemark autour de questions sociales prioritaires pour notre réseau : la culture comme levier de l'engagement citoyen, la reconnaissance et la validation des compétences acquises par l'éducation non formelle chez les jeunes, la place de la transition écologique et sociale dans les projets...

Une belle manière de se former tout en renforçant l'esprit de réseau et le sentiment d'appartenance européen.



Vieillesse

Déploiement de la convention cadre CNAV-FCSF en Auvergne

La CARSAT Auvergne soutient depuis 2018 les centres sociaux altiligériens dans la mise en place d'actions de prévention à destination des seniors via une convention pluriannuelle "Bien vieillir ensemble, entre les âges, sur le territoire" mais également via de nombreux dispositifs mis en place par la CARSAT Auvergne (ateliers numériques, ANCV seniors, RDV du Bien vieillir...)

Parallèlement le renforcement des liens entre la CNAV et la FCSF, avec la signature d'une convention cadre, a permis de renforcer notre partenariat en Auvergne via le nouveau soutien d'une "mission vieillissement". Ainsi, lors du renouvellement de notre convention en 2024, 3 EVS ont pu rentrer dans ce nouveau conventionnement et bénéficier d'un soutien au déploiement de la "mission vieillissement" (formation des professionnel.le.s et bénévoles, diagnostic de territoire, maillage partenarial et territorial...). 2 centres sociaux ont quant à eux bénéficié d'un soutien renforcé au déploiement des projets et actions à destination des seniors.

"Il est l'heure mon sénior" : retour sur les actions de prévention portées par les centres sociaux dans l'émission de TL7

Les centres sociaux ligériens poursuivent leur engagement auprès des séniors ! Par leurs actions, les centres sociaux contribuent au maintien du lien social et à la transmission de savoirs et de savoirs faire, luttent contre l'isolement des séniors et préviennent la perte d'autonomie et la dépendance.

La multiplicité et l'innovation des actions mises en place par les centres sociaux leur permet chaque année de toucher plus de 5000 séniors, mais également des aidants sur le département. En 2024, 29 centres sociaux fédérés ont pu bénéficier d'un soutien de la Conférence des financeurs de prévention à la perte d'autonomie. (CFPPA) pour mettre en place des actions pour et avec les séniors et 7 centres sociaux ont été amenés à s'engager auprès des proches aidants.

En février 2024, la Fédération et le centre social d'Izieux le Creux ont pu témoigner de ces actions dans l'émission "Il est l'heure mon sénior" sur TL7.



Démocratie

Les CS et EVS sont des artisan.e.s de la démocratie. Ils la questionnent, l'expérimentent au quotidien, comme peuvent l'illustrer :

- La Recherche-action sur la gouvernance que nous avons menée « Comment organiser la gouvernance des CS et EVS pour que les habitant.e.s puissent piloter le projet social et/ou le CS de manière inclusive, partagée et émancipatrice ? »

- La démarche paroles d'habitant.e.s des quartiers populaires.

- Les suites données à la dynamique « Des hauts et Débats » impulsée avec 12 CS, sur l'espace public pour renforcer nos liens avec les habitant.e.s et repérer nos envies communes d'agir. Retour sur la démarche en vidéo :

<https://www.loire-hauteloire-centres-sociaux.fr/chantier/detail39>

Rapport paroles d'habitant.e.s Le sentiment d'insécurité dans les quartiers, sujet phare du 7ème rapport Paroles d'habitant.e.s

Tous les 2 ans, la FCSF - en collaboration avec les centres de ressource politique de la ville et les Fédérations départementales - propose aux centres sociaux et espace de vie sociale agissant sur les quartiers prioritaires de participer au rapport Paroles d'habitant.e.s. Basé sur les propos d'habitant.e.s recueillis au cours de 3 rencontres, ce rapport se propose d'explorer et d'approfondir un sujet.

Deux centres sociaux de la Loire - Cré'Actifs et Moulin à Vent - ont participé à cette démarche en 2024. On a hâte de voir le résultat final : sortie du rapport prévue pour septembre 2025 !

Plutôt que le repli et le rejet de l'autre, le choix du commun, toujours !



En 2024, suite aux résultats des élections européennes, à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections législatives, le réseau fédéré, a continué dans la période à :

- tisser des alliances, notamment avec les membres du pacte du pouvoir de vivre et autres fédérations d'éducation populaire;
- outiller et accompagner le réseau à organiser des mobilisations, temps forts, débats publics, portages de parole, animer des ateliers numériques "faire sa procuration"... pour engager chacun.e à prendre la

mesure des menaces que font peser sur notre démocratie les idées d'extrême droite.

Le centre social le Nélumbo a en ce sens organisé un débat intergénérationnel qui a permis d'échanger autour du contexte électoral. Une manière efficace d'interroger nos représentations !

Lutte contre la précarité

Journée mondiale du refus de la misère "Agir ensemble contre la maltraitance sociale et institutionnelle"

Les membres du pacte du pouvoir de vivre 42, dont fait partie la Fédération, proposaient un temps fort, place Jean Jaurès à St Etienne, sur le thème : Agir ensemble contre la maltraitance sociale et institutionnelle !

Jeunesse

S'engager pour la jeunesse

Le projet fédéral 2024 pour la jeunesse comprenait plusieurs dimensions :

- Développer la pédagogie de l'engagement avec les jeunes;
- Accompagner les animateur.ice.s enfance-jeunesse : analyse de la pratique par une coach, animation du groupe de pairs via 6 demi-journées de regroupement, formation, 2 échanges européens;
- Soutenir des projets / initiatives des enfants et des jeunes (FPH, service civique, projets des jeunes fréquentant les structures...);
- Accueillir et accompagner annuellement une dizaine de jeunes en services civiques;
- accompagner la montée en compétence via la formation continue (copilotage avec l'AD des MJC et l'UFCV du Bpjeps animation sociale) : accompagnement des stagiaires issu.e.s des centres sociaux, membre du jury, animation de 2 demi-journées de formation.

Parentalité

A travers le projet collectif familles des centres sociaux et la PS ACF dédiée, la parentalité est un champ important d'action des centres sociaux. Aussi la Fédération accompagne chaque année l'ensemble des professionnel.le.s de la parentalité et de la petite enfance par divers moyens :

- Accompagner les référent.e.s familles : analyse de la pratique, animation du groupe de pair.e.s via 5 journées de regroupement, formations spécifiques
- Accompagner les coordinateur.ice.s EAJE : animation du groupe de pair.e.s via 2 journées de regroupement
- Favoriser le droit aux vacances (ANCV)
- Agir pour l'égalité à l'accès à la culture et aux loisirs
- Soutenir les Lieux d'Accueil Enfants Parents
- Participation au groupe d'organisation des journées départementales du REAAP

Lutte contre les discriminations



A titre d'exemple, le comité des animateur.ice.s du mois d'octobre était consacré à une formation autour de la lutte contre les discriminations à partir des travaux de Floréal SOTTO.

Un temps pour comprendre les mécanismes discriminatoires, s'outiller, se mettre en mouvement. Ce temps s'inscrivait dans un axe de travail prioritaire pour le réseau local mais aussi national « Plus de démocratie pour une société plus juste, la force d'un réseau pour agir » adopté à l'AG 2024 de la FCSF.



Recherche action gouvernance



Séminaire gouvernance du réseau des CS et EVS de Loire et Haute Loire

Nous étions plus de 90, les 5 et 6 avril aux Echandes à Unieux pour notre séminaire gouvernance.

Un grand moment de fédéralisme qui a permis aux CS et EVS de partager leurs réflexions autour de cette question « Comment organiser la gouvernance des CS et EVS pour

que les habitant.e.s puissent piloter le projet social et/ou le CS de manière inclusive, partagée et émancipatrice ? ».

Un programme riche qui nous a permis :

- d'échanger autour des expériences inspirantes du réseau 4243 ainsi que de celles d'autres acteur.ice.s issu.e.s du réseau national des CS mais aussi hors réseau;
- de comprendre ce qui est en jeu via l'éclairage de chercheur.se.s et personnes ressources;
- de vivre collectivement une expérience qui - par les techniques d'animation et process utilisés - vient alimenter directement notre réflexion et capacité d'agir sur la répartition du pouvoir, la légitimité de chacun.e, la coopération....
- d'accueillir certains de nos partenaires départementaux signataires des conventions pluripartites et pluriannuelles;
- de dessiner les contours du plan d'action d'accompagnement fédéral du réseau.

Ce temps fort faisait suite à une recherche action engagée par la Fédération 4243 avec le réseau il y a 2 ans sur les enjeux de gouvernance. Une enquête conscientisante avait permis de mobiliser une centaine d'administrateur.ice.s et salarié.e.s du réseau pour identifier des premiers enjeux, complétés à l'occasion de divers regroupements fédéraux.

Depuis, la Fédération poursuit son travail de recherche et accompagne les centres sociaux et EVS dans la mise en place de gouvernances partagées et inclusives. Un travail qui a été approfondi les 13 et 14 décembre lors d'un séminaire fédéral réunissant les administrateur.ice.s et l'équipe salariée



Podcast Gouvernances

Le lien vers notre podcast Gouvernances qui vous permettra de vous immerger, pendant une heure, dans la dynamique du séminaire et découvrir tous les questionnements qui nous ont traversés, pistes suggérées : vous allez adorer !

<https://loire-hauteloire-centres-sociaux.fr/chantier/detail64>



GOUVERNANCES

1

Présentation de la démarche
et du séminaire

REPRÉSENTER ET PROMOUVOIR LES VALEURS ET LES DEMARCHES DU RÉSEAU



De multiples rencontres sont menées tous les ans pour :

- être aux côtés de nos partenaires pour répondre aux enjeux des territoires en coconstruisant des réponses locales;
- être acteur.ice.s de la transformation des politiques publiques;
- promouvoir auprès des décideurs et de la société civile une meilleure reconnaissance de l'utilité sociale des structures;
- asseoir nos partenariats autour des conventions multipartites et pluriannuelles.

A découvrir ci-dessous : des démarches emblématiques, portées en 2024 par la Fédération en lien avec le réseau, ayant permis d'ouvrir des espaces de dialogue avec nos partenaires.

L'Etat

- la Préfecture et les services de la DDETS 42 : rencontre avec M. Le Floc'h, 2 comités de pilotage des CS, rencontres techniques liées aux projets alimentation, TZNR, pauvreté et pacte des solidarités, FPH...

- les services du SDJES 42 piloté par M. Vergnaud qui se traduit par des implications dans des groupes de travail liés au mécénat, à guid'asso, aux services civiques, à la laïcité, aux ACM ...

- SDJES 43 : rencontre SDSF et rencontre réseau CS/CAF

"Animation, les rencontres ligériennes" : une première édition réussie

Diverses fédérations d'éducation populaire ont, sous la coordination du SDJES, coconstruit un programme de formation en direction de tou.te.s les animateur.ice.s ligérien.ne.s. Dans ce cadre notre fédération a proposé deux jours de formations autour de la lutte contre les discriminations en lien avec Sébastien Hovart.



Le Conseil départemental 42 :

- la Direction Attractivité Sports Tourisme lié au développement des politiques jeunesse (opération été jeunes, festijeunes, PS jeunes);
- le pôle vie sociale : un projet de formation croisée à l'aller vers des acteurs de la polyvalence de secteur et des CS, le déploiement de la politique liée au PLA, la coordination et formation des acteur.ice.s dans le cadre de TZNR, suivi et accompagnement des CS;
- la Maison Loire autonomie : en lien avec les projets bien vieillir et la commission des financeurs (CNSA);
- lien avec les acteur.ice.s de la petite enfance dans le cadre du SDSF;
- les élu.e.s du CD : échanges autour des orientations des politiques enfance jeunesse du CD avec M. Corrieras, M. Partrat, Mme Bruel;

Le Conseil départemental 43 : rencontre SDSF et rencontre réseau CS/CAF

La CAF 42 et la CNAF :

- GT régional et départemental SENACS;
- Implication sur les CTG et groupes de travail du schéma services aux familles;
- Rencontre avec la direction de la CAF et les services prestation et partenariats pour le projet TZNR, rencontres techniques avec les conseiller.ère.s, Mme Caste, Mme Ribes Lassalle;
- participation aux groupes de travail thématiques : ATL, ACM, CLASS, Animation de la vie sociale, renouvellement du projet social, parentalité;
- Construction avec la CNAF et CAF 42 des critères du FAE, suivi des structures;
- Accompagnement et suivi des structures (comité de suivi, commission de pré agrément...).

La CAF 43 :

- GT régional et départemental SENACS;
- Implication sur les CTG et comité technique du schéma départemental des services aux familles;
- Echanges autour des centres et EVS soutenus par le FAE;
- Accompagnement et suivi des structures (comité de suivi, projet social...);
- Coanimation des rencontres réseau centres sociaux et des rencontres réseau EVS;
- Accompagnement aux préfigurations des nouveaux EVS.

Avec la CAF de la Loire, l'élaboration d'une nouvelle trame du projet social

La Fédération a engagé avec la CAF de la Loire un travail de réécriture de la trame du dossier unique, document qui sert de support aux centres sociaux du département pour rédiger leur projet social.

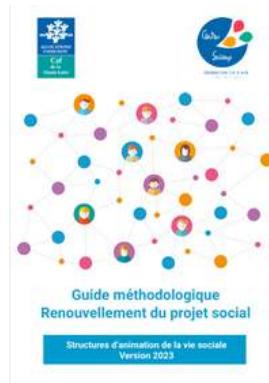
Ce travail devrait aboutir au printemps 2025 puis être présenté à la rentrée suivante aux centres sociaux et EVS qui seront en renouvellement de leur agrément au 1er janvier 2027.

Parmi les nouveautés de cette nouvelle trame : le choix d'un format plus resserré ; la recherche d'un cheminement plus lisible du diagnostic concerté aux priorités d'action ; une articulation clarifiée entre projet familles et projet global de la structure ; l'invitation à diffuser un document destiné à résumer en 2 à 4 pages les grandes lignes du projet social, de manière à en faciliter l'appropriation par les habitant.e.s et par les partenaires.

La Fédération, toujours engagée aux côtés de la CAF de Haute-Loire sur le développement de l'animation de la vie sociale

En 2023, la Fédération, la CAF de Haute-Loire et les centres sociaux et EVS altiligériens ont travaillé ensemble sur l'élaboration d'un guide méthodologique visant à accompagner les structures d'animation de la vie sociale de Haute-Loire dans le renouvellement de leur projet social. Un travail collectif qui aura permis la publication et les premières utilisations du guide en 2024.

L'objectif porté par ce travail était de proposer des documents de présentation du projet social facilement appropriables par les habitant.e.s, bénévoles, salarié.e.s et partenaires des centres sociaux et EVS.



MSA Ardèche Drôme Loire : échanges autour du conventionnement 2022-25 FD/MSA.

MSA Auvergne : échanges autour du conventionnement des centres sociaux et EVS altiligériens.

CARSAT Auvergne et Rhône-Alpes : échanges autour du déploiement de la nouvelle convention "Bien vieillir" 2024-2026 avec la CARSAT Auvergne et participation aux rencontres nationales pour le déploiement de la nouvelle convention cadre CNAV-FCSF.

SEM : Rencontres techniques autour des enjeux liés à la précarité alimentaire, recours aux droits, COPIL FPH...

Villes où sont implantés des CS et EVS : accompagnement et suivi des structures.

Implication dans la coordination départementale (Loire) Valeurs de la République et Laïcité (VRL)

Fédérations départementales d'éducation populaire 42 (MJC, Ufcv, Famille rurales, Francas...) : BPJEPS animation sociale, actualités des réseaux, transfert de gestion de Beaulieu.

Acteurs de l'ESS et nombreuses associations membres du pacte du pouvoir de vivre 42.

France active Loire 42 : implication dans le comité d'engagement ESS.

Elisfa : organisation pour le réseau de rencontres d'information sur l'évolution de la convention collective et accompagnement des structures.

Guid'asso : participation à la structuration du réseau guid'asso avec d'autres acteurs associatifs, sous le pilotage du SDJES.

Acteur.ice.s de la cohésion sociale locaux : échanges pour les tenir informé.e.s de l'évolution de la situation des centres sociaux ligériens, suite à la mobilisation du 31 janvier.

DES COMITÉS PARTENARIAUX DÉPARTEMENTAUX AUX COMITÉS DES FINANCEURS

Divers espaces d'échanges inter partenariaux ont été ouverts par la Fédération des centres sociaux Loire Haute-Loire, dès 2020, pour alerter nos partenaires de :

- l'impact économique de la crise covid sur les structures : comité partenarial du 24 septembre 2020;
- la fragilisation du modèle économique des CS et EVS : comités partenariaux des 14 mars et 27 juin 2023;

Ces rencontres avaient pour but :

- d'alerter sur les possibles dégradations du service rendu à la population et fragilisation de l'animation de la vie sociale des territoires si d'autres moyens n'étaient pas consacrés aux structures;
- de déterminer les principes et méthodologies d'accompagnements collectifs et individuels à adopter afin de prévenir les crises et risques de fermeture des structures

Ces échanges n'ayant pas produit les effets escomptés, le réseau s'est mobilisé, un peu partout en Loire et Haute-Loire et aux côtés de notre Fédération nationale (FCSF) le 31 janvier 2024. Le 30 avril et le 10 juillet se sont tenus deux comités des financeurs à l'initiative de M. le Préfet de la Loire. Le premier comité, ouvert aux partenaires signataires des conventions ainsi qu'à notre Fédération et à la FOL a essentiellement permis de partager un diagnostic et d'ouvrir quelques pistes. Celles-ci ont pu être présentées à l'occasion d'un second comité ouvert aux pilotes des CS et EVS ainsi qu'à leurs fédérations.



MOBILISATION DU 31 JANVIER 2024

Le 31 janvier 2024, le réseau s'est mobilisé, un peu partout en Loire et Haute-Loire et aux côtés de notre Fédération nationale (FCSF) pour :

- inviter nos partenaires locaux à réévaluer leur soutien;
- participer à l'interpellation par la FCSF des acteurs nationaux de la cohésion sociale pour alerter sur la nécessité d'accorder des moyens à la hauteur des besoins sociaux.

Mobilisation à retrouver ici : <https://www.youtube.com/watch?v=J-cZwaEPElg&feature=youtu.be>



Interview de l'annonce de la mobilisation sur RCF "la 1/2 heure de l'info" à retrouver là :

<https://www.rcf.fr/actualite/la-demiheure-de-linfo-rcf-saintetienne?episode=447534>

57 autres fédérations départementales et unions des centres sociaux et leur réseau à travers la France ont, comme nous, organisé des mobilisations très suivies.

La mobilisation très active des bénévoles et salarié.e.s des 44 CS et EVS adhérents de la Fédération des centres sociaux 42 43, a permis de faire entendre les soutiens que nous apportent, nos adhérent.e.s, les habitant.e.s et les partenaires locaux avec qui nous cheminons au quotidien. Différents temps forts ont été animés par nos structures à l'échelle des quartiers, ainsi qu'un regroupement collectif à Saint-Etienne dans la Loire l'après-midi : un millier de personnes présentes à St-Etienne, 400 dans le Roannais, 150 à Bourg Argental, 150 à Brioude en Haute-Loire...

Ces mobilisations ont été à l'image de notre réseau des CS et EVS : engagées, conviviales et coopératives. Elles ont été construites en alliance avec nos partenaires. Certains attaché.e.s parlementaires et élu.e.s ont d'ailleurs pu apporter leur soutien lors de nos manifestations locales, d'autres ont demandé à pouvoir le faire à l'occasion du regroupement départemental à St-Etienne : c'est le cas de M. Tissot (Sénateur PS), de Mme Taurinya (Députée LFI), de M. Bony (Maire PCF de Rive-de-Gier), M. Courbon (St-Etienne demain).

Ces nouveaux soutiens viennent s'ajouter à ceux déjà apportés par les parlementaires au printemps 2024, suite à l'alerte précoce faite par la Fédération des CS 4243 autour de la fragilisation du réseau : 5 questions écrites et 1 question orale adressées par les parlementaires ligériens et altiligériens (M. Cinieri, M. Bataillon, M. Vermorel Marques, M. Tissot, Mme Taurinya, M. Vigier) à l'Assemblée Nationale.

Un ensemble de soutiens, donc, adressé depuis plusieurs mois à notre réseau qui viennent confirmer que la reconnaissance de l'utilité sociale des centres sociaux est transpartisane.

Pour autant, les aides consenties ne sont pas à la hauteur des besoins et une partie des structures ne parviennent plus à répondre efficacement aux besoins sociaux essentiels, malgré les efforts déjà largement engagés par les équipes : réduction voire suppression des activités, licenciements et non reconduction de postes (aujourd'hui en moyenne et par CS il y a 1 à 1.5 postes vacants pour 12 ETP), les mutualisations, les recherches de mécènes...

Nous avons aussi besoin des échelons départementaux, communaux et intercommunaux pour pouvoir traverser cette crise, crise d'une ampleur inégalée depuis 100 ans que le réseau existe.

La CAF 42 apporte historiquement un soutien précieux aux structures de l'AVS, elle continue à défendre ces choix en consacrant sur fonds propre 1,2 millions d'euros aux structures. Nous espérons que ce soutien sera suivi d'annonces de nos autres partenaires départementaux car à cette heure, seuls quelques rares collectivités ont pu renforcer leur soutien aux centres sociaux et le CD 42 laisse présager des coupes budgétaires...



Cette mobilisation, à tous les échelons de notre fédéralisme, nous a permis d'obtenir en 2024 quelques gains :

- nationaux : le réseau fédéré soutenu par plus de 150 000 personnes - Fonds d'Aide Exceptionnel (FAE) de la CNAF et revalorisation des prestations de service (PS) - augmentation sensible du soutien national de la CCMSA - perspective d'une mission vieillissement de la CNAV.
- locaux : de nombreux rassemblements en janvier 2024 - réévaluation du financement du pilotage des CS par quelques rares collectivités, FAE au bénéfice de 7 structures - mise en place par M. le Préfet de la Loire au printemps 2024 de deux comités des financeurs pour échanger sur la situation des CS / EVS et imaginer des pistes d'actions possibles - une question écrite adressée au Conseil départemental par M. Courbon (groupe la Loire en commun) pour demander au CD de se positionner en écho à notre appel à la coresponsabilité - maintien de l'enveloppe PLA du CD qui était menacée - 5 questions écrites et 1 question orale adressées par les parlementaires ligériens et altiligériens à l'Assemblée Nationale en soutien des CS au printemps 2024 (M. Cinieri, M. Bataillon, M. Vermorel Marques, M. Tissot, Mme Taurinya, M. Vigier) - constitution d'un groupe transpartisan ligérien qui défend les enjeux du réseau et devrait porter en 2025 nos préoccupations auprès du groupe d'études « vie associative, éducation populaire et bénévolat » de l'Assemblée Nationale.

Or, sans les actions du centre social, demain... c'est

- la population dans son ensemble, et notamment les plus vulnérables d'entre nous, qui perdent un lieu de proximité généraliste visant la transformation sociale
- des territoires qui voient leur attractivité, cohésion et économie décliner
- des institutions, qui perdent un partenaire dans l'analyse des besoins sociaux et le déploiement des politiques publiques. C'est pourquoi nous attendons, comme les 1 500 centres sociaux et espaces de vie sociale de notre réseau, beaucoup des échanges qui devraient à nouveau avoir lieu au printemps 2025 avec les acteurs nationaux de la cohésion sociale.

Et à ce titre, nous nous engagerons à nouveau dans la mobilisation prévue par la FCSF début 2025 pour convaincre les acteurs nationaux de la cohésion sociale de :

- renouveler un FAE en 2025
- avancer ensemble pour garantir aux centres sociaux un modèle socio-économique basé sur un financement pérenne, à partir d'un cofinancement structurel socle pluriannuel sur la base du projet social de 5 ans.



La FCSF était présente au CESE (troisième assemblée constitutionnelle nationale) lors de la présentation de l'avis "Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique" qui a été adoptée à l'unanimité. Cet avis lance l'alerte pour une mobilisation globale en faveur du monde associatif et propose des solutions concrètes pour protéger la pérennité du secteur. Hugo Barthalay, délégué de la FCSF, est intervenu pour rappeler l'importance de ces travaux, qui objectivent les difficultés rencontrées par le monde associatif, et résonnent fortement avec l'alerte et les demandes portées par notre réseau depuis plusieurs mois.

Préconisations, et séance plénière à retrouver [ici](#) (intervention de M. Barthalay à partir de 1H20)



UN GROUPE TRANSPARTISAN DE DÉPUTÉ.E.S LIGÉRIEN.NE.S MOBILISÉ À NOS CÔTÉS !

Les diverses rencontres qui se sont tenues entre le réseau et les député.e.s ligérien.ne.s de 2022 à 2024 ont permis d'échanger sur les enjeux communs et faire naître de réels soutiens qui se sont traduits par des questions orales et écrites adressées par les Député.e.s, rejoints par les sénateurs.ice.s ligérien.ne.s et alti ligérien.ne.s, à l'Assemblée nationale.

De cette dynamique est née la proposition, portée par quelques Député.e.s ligérien.ne.s, de constituer un groupe transpartisan ligérien qui pourrait porter nos enjeux à l'Assemblée Nationale. Notre fédération organisera cette première rencontre entre nos 6 député.e.s à la rentrée 2025.



S'IMPLIQUER DANS LE RESEAU FEDERE : AMBITIONS PARTAGEES AVEC L'AURACS ET LA FCSF



LA FÉDÉRATION EN LIEN AVEC LA FCSF ET L'AURACS



La Fédération s'implique au niveau régional au sein :

- du bureau de l'AURACS
- des comités des délégués régionaux
- du cotech SENACS
- du groupe de travail formations
- du groupe de travail vieillissement
- du groupe de préparation de l'université d'été
- de groupe de travail autour de l'alimentation
- jeunesse

Création et mise en place d'une formation "Référént.e.s familles"

Depuis plusieurs années, le sujet revenait régulièrement au sein des espaces régionaux : "on n'a pas de formation socle métier pour les référent.e.s familles", "c'est quand même questionnant que ce soit des formateur.ice.s extérieur.e.s qui forment nos professionnel.le.s", etc.

C'est pourquoi le groupe de travail formations de l'Auracs s'est saisi de la question. La Fédération de l'Ardèche et la Fédération Loire et Haute-Loire ont répondu présentes et c'est ainsi que 3 professionnelles de terrain (directions et référente familles) et 2 déléguées fédérales ont monté une formation de 4 jours qui a pu être expérimentée récemment. Et au regard des retours des stagiaires, on ne demande qu'à continuer !

Mieux manger pour tous

Alors que le conventionnement dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté qui a bénéficié à 9 structures du réseau a pris fin en avril 2024, nous avons eu la chance de pouvoir répondre de manière collective et à un niveau régional à l'appel à projet *Mieux manger pour tous* pour la période 2023-2025. La Loire s'est fortement mobilisée puisque sur les 48 centres sociaux et EVS soutenus, 11 sont ligériens ! Les actions financées par ce fonds sont diverses : agrandissement de jardins partagés, ouverture d'épicerie sociale, changement de prestataire repas, mise en place de groupement d'achat, etc.



La Fédération s'implique au niveau national au sein de :

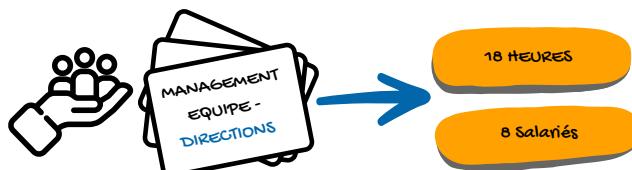
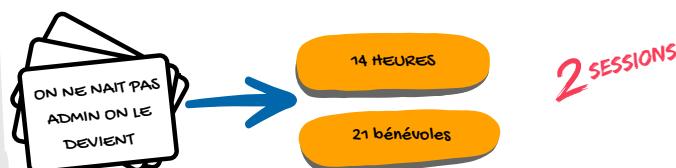
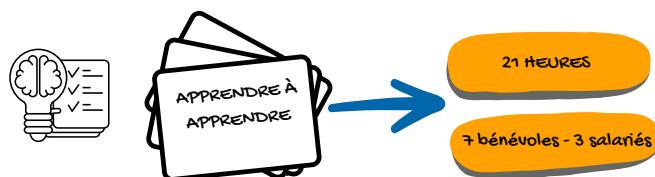
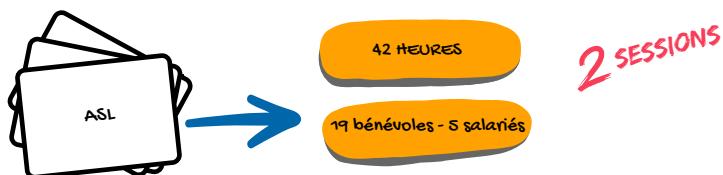
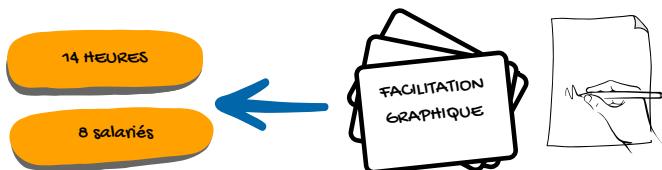
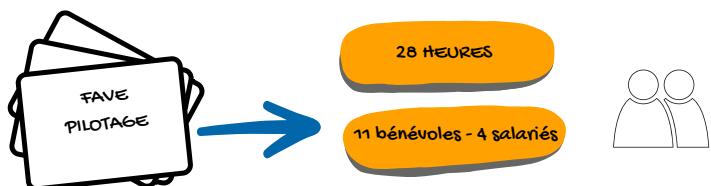
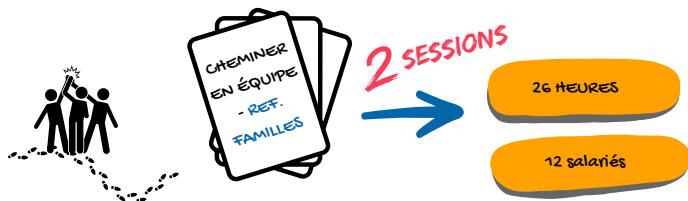
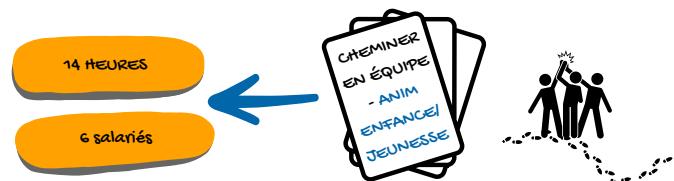
- Mobilisation du 31 janvier : participation aux webinaires de mobilisation et relais au réseau,
- FAE : participation à l'échange qui s'est tenue avec la CNAF et la FCSF pour construire les critères nationaux du FAE
- Groupes de pair.e.s :
 - o participation à 2 visios « président / DG » proposées par la FCSF
 - o participation à 2 comités des délégué.e.s et à l'AG du mois de mai
- Groupes de travail : évaluation du Fonds mutualisé, influence, accès aux droits, TESC, communication, vieillissement
- Formation : lutte contre les discriminations

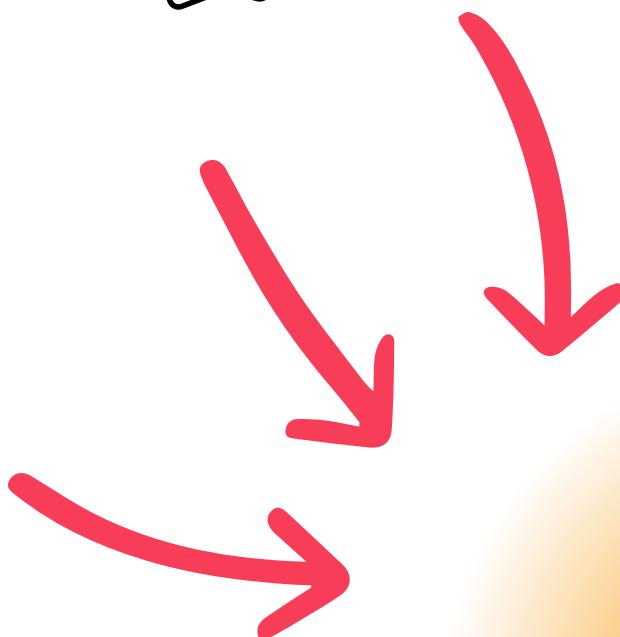
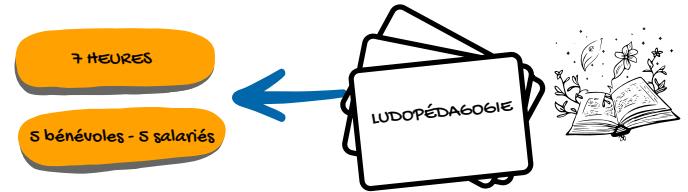
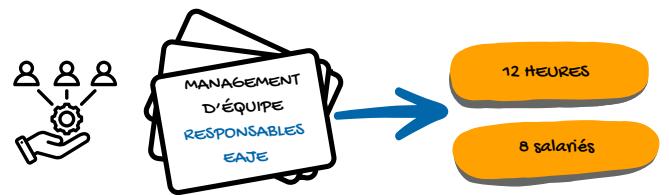
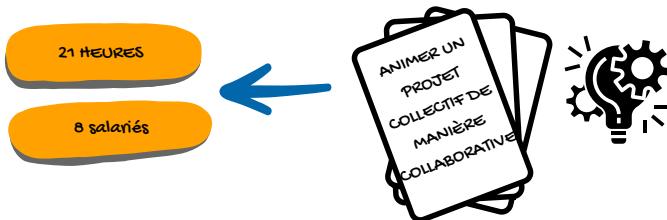
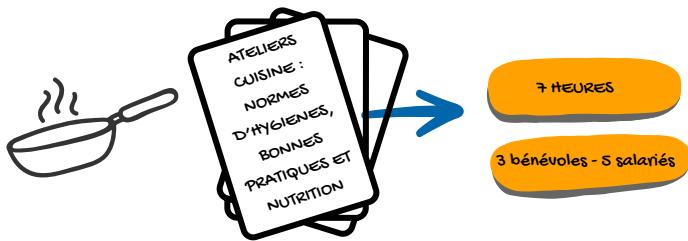
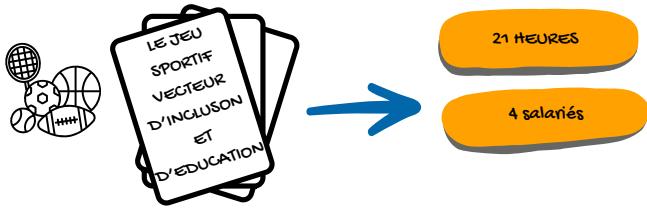
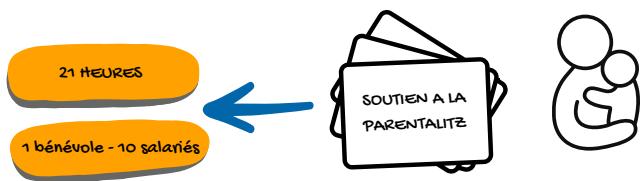
l'AG de la FCSF : en route vers le nouveau projet de réseau

Un an après le congrès, nous nous sommes retrouvés avec le réseau des centres sociaux pour l'assemblée générale de la FCSF à Saint-Brieuc du 7 au 9 juin. Un temps fort hautement convivial mais aussi décisif, car marqué par le vote du projet de réseau 2024-2032. Après plusieurs mois de co construction avec le réseau, le socle politique et la feuille de route du réseau vers plus de démocratie et justice sociale est dévoilée : 17 priorités retenues pour travailler les questions sociales prioritaires et renforcer notre fédéralisme.



FORMER LES ACTEUR.I.C.E.S BENEVOLES ET SALARIE.E.S

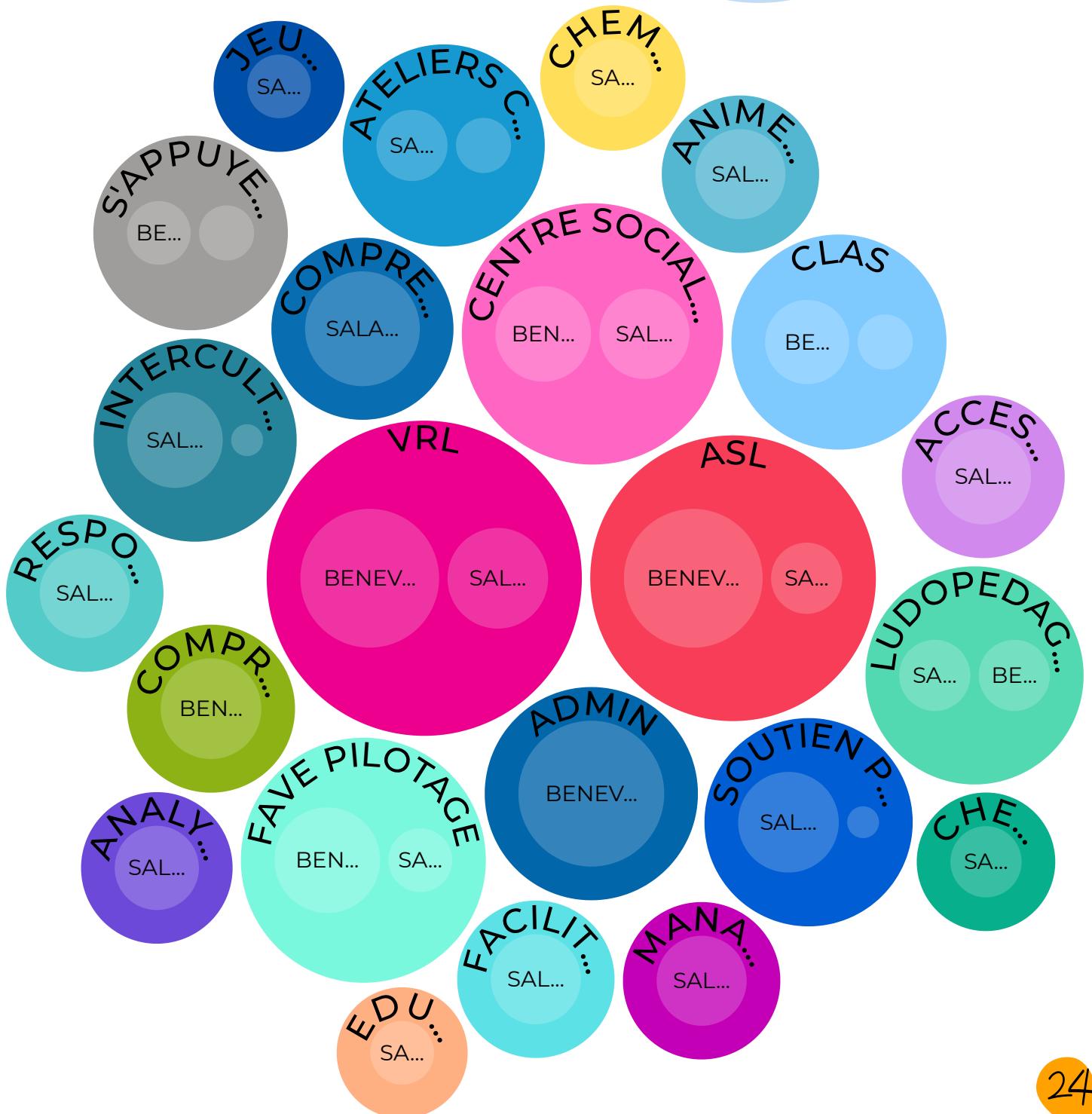
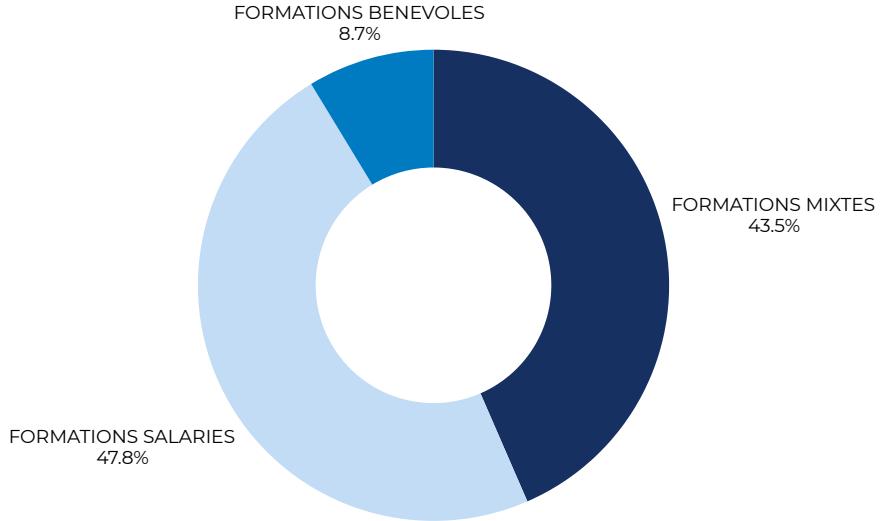
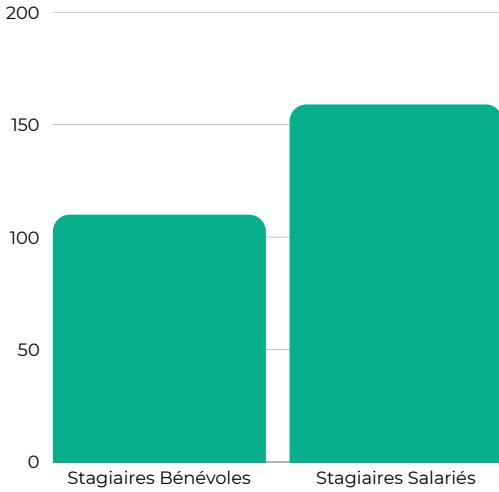




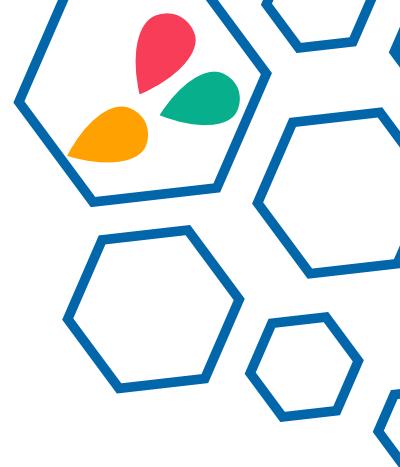
AU TOTAL
C'EST :

406 HEURES DE
FORMATION

110 bénévoles et
159 salariés formés



ÊTRE LIEU DE RESSOURCES



La Fédération en chantier !

L'inauguration de nos nouveaux locaux et le lancement de la saison fédérale avec les Centres sociaux de Loire et Haute-Loire étaient l'occasion d'accueillir, Tarik Touahria, Président de la FCSF.

Une belle opportunité pour partager les actualités nationales et ouvrir un temps d'échange sur la forme que pourrait prendre la contribution du réseau 4243 au projet de réseau national !

M. Mandon - Député, Mme Bruel - Adjointe au CD, Mme Largeron, Présidente du CA de la CAF 42, M. Leroux - Administrateur MSA, ont pu à cette occasion réaffirmer leur soutien au réseau.



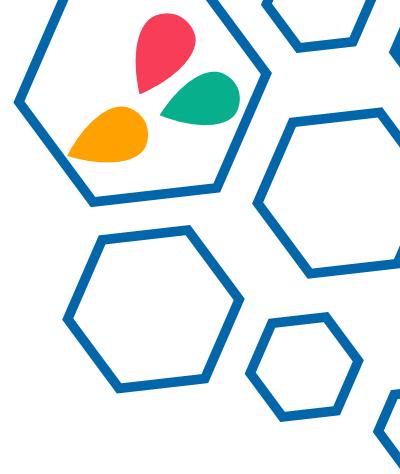
La Ressourcerie accessible à tous

La Fédération met à disposition de nombreux ouvrages, magazines, jeux sur divers thèmes au sein de sa ressource, afin d'assurer un accès à toutes sortes d'informations aux membres du réseau. Deux catalogues sont disponibles (jeux ou livres).

Les petits nouveaux de la ressource !



FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS



Le Fonds de participation des habitants confirmé dans les contrats de ville 2024-2030

Né en 2017 sur Saint-Etienne Métropole et élargi en 2022 sur Roannais Agglomération et Loire-Foréz Agglomération, le Fonds de participation des habitants (FPH), que coordonne la Fédération, permet de financer jusqu'à 1500€ des projets portés par des habitants des quartiers prioritaires. Avec un fonctionnement simple et flexible, ce dispositif centré sur la participation habitante et l'amélioration de la qualité de vie sur les quartiers est un outil qui a fait ses preuves.

Le comité de pilotage réuni en avril 2024 a permis de faire évoluer positivement le dispositif : lieux des commissions tournants et horaires décalés en fin de journée, information des élu.e.s des collectivités sur les projets déposés, achat de matériel possible jusqu'à 30% de l'aide demandée...

On a hâte de découvrir les projets qui seront proposés en 2025 !

LE FPH EN 2024, C'EST :

23

Projets soutenus sur l'ensemble du Département

27 423€

De soutien aux projets portés par les habitant.e.s

10

Quartiers touchés par le dispositif, dont 1 territoire vulnérable

Focus sur le projet Fête du parvis de l'école

En collaboration avec les services techniques de la ville de Saint-Etienne, l'association Place aux Piétons a mené avec les parents d'élèves de l'école de Montchovet un projet de réaménagement du parvis de l'école.

Les parents d'élèves ont notamment pu exprimer leur avis lors d'une séance de théâtre forum et les enfants ont pu participer à la végétalisation de cet espace.



ANIMER LA VIE FEDERALE

ÉQUIPE SALARIÉE



Mélissa PINTO-AMOEDO



DÉLÉGUÉE

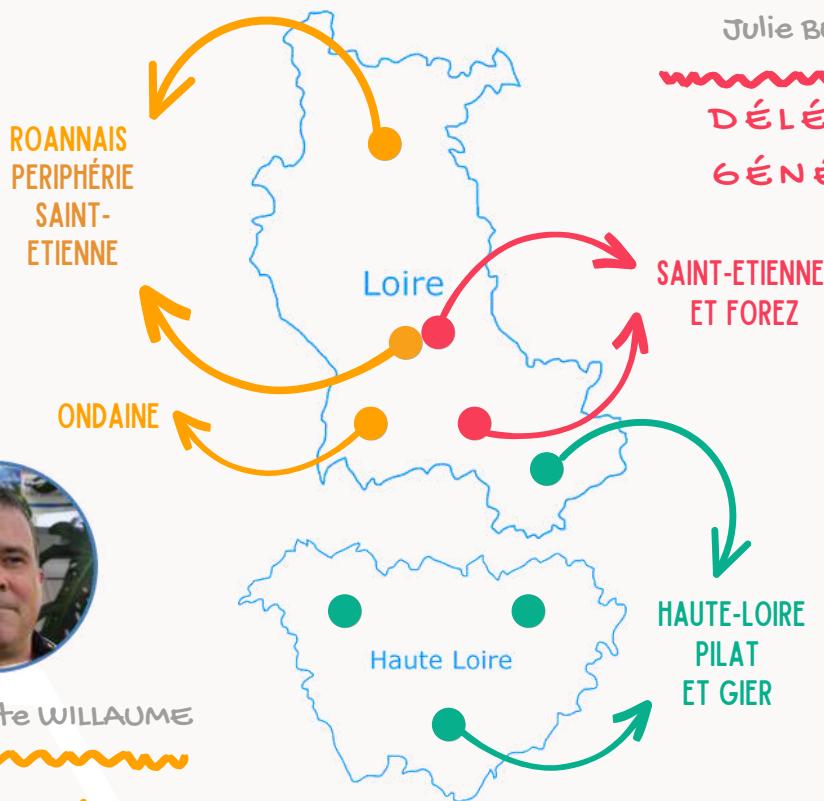


Julie BOSSUET



DÉLÉGUÉE

GÉNÉRALE



MANON LOUBET



DÉLÉGUÉE



Jean-Baptiste WILLAUME



DÉLÉGUÉ



Jessica CHATELLE



ASSISTANTE DE

DIRECTION

En remplacement de Manon pendant son congé maternité (novembre-juin)



Emmanuel GUILLERMIN

Recrutement pour renfort sur mobilisation du 31 et séminaire gouvernance



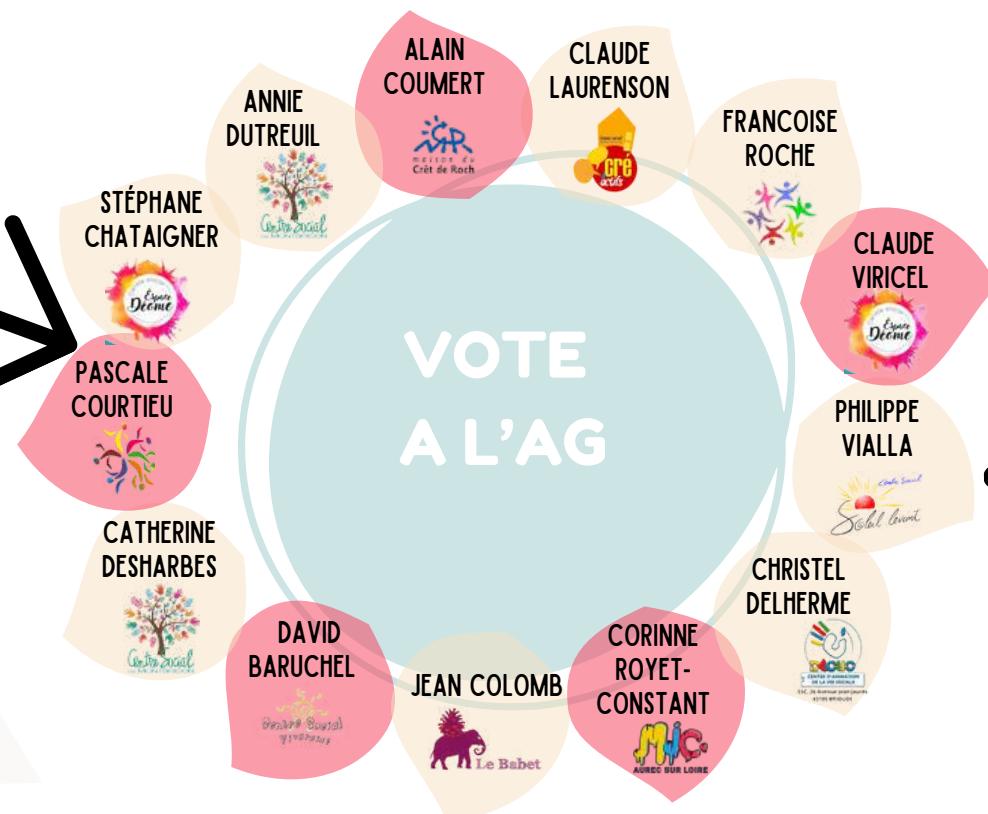
Juliette FORTUNIER

ANIMER LA VIE FEDERALE

CA FÉDÉRAL

FIN DE MANDAT
2025

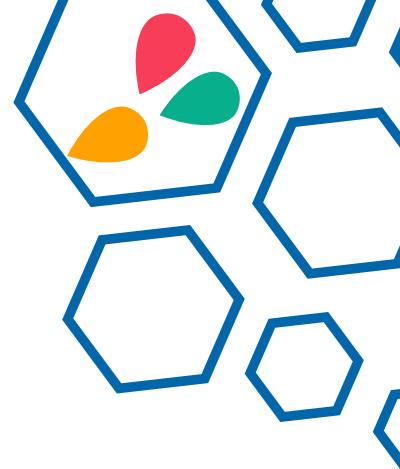
COLLÈGE DES ASSOCIATIONS



COLLÈGE DES PROFESSIONNEL.L.E.S



ASSURER L'ECONOMIE DU PROJET FEDERAL



COMPTE DE RÉSULTAT	2021	2022	2023	2024
PRODUITS	533 354	589 024	956 747	805 492
CHARGES	491 424	564 136	982 546	790 296
RÉSULTAT Après utilisation du Fonds Mutualisé	41 929	24 889	-25 799	15 196

COMPTE DE RÉSULTAT 2024	Fonctionnement Fédé	Formations réseau	Projets questions sociales *	RÉSULTAT TOTAL
PRODUITS	360 837	51 395	393 260	805 492
CHARGES	401 215	32 518	356 563	790 296

*

Chantier environnement / Projet Erasmus / Lutte contre la pauvreté / Fonds de participation des habitants / Conférence des financeurs / Journées enfants / Été jeunes / Service civique

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

Le résultat de l'exercice est un excédent de 15 196 € contre une perte de 25 799 € en 2023.

Des investissements ont été réalisés en 2024 pour 387 972 €. Pour financer cet investissement, un emprunt de 250 000 € a été contracté. Aucune subvention d'investissement n'a été accordée au titre de l'exercice 2023.

Le fonds de roulement est de 184 807 €

Il représente 168 jours de fonctionnement contre 291 jours en 2023.

L'engagement retraite qui s'élève à 16 060 € n'est pas pris en compte dans le calcul du fonds de roulement

L'emprunt à plus d'un an a été pris pour le calcul du FDR

Il a été mis en place un fond mutualisé depuis 2020 :

- 45 789 € du résultat 2020

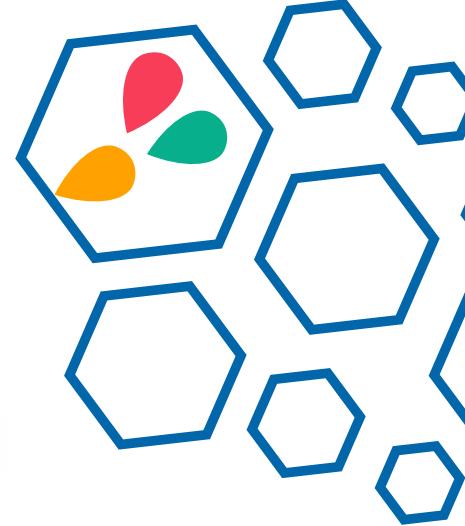
- 40 000 € du résultat 2021

- 22 544,40 € du résultat 2022

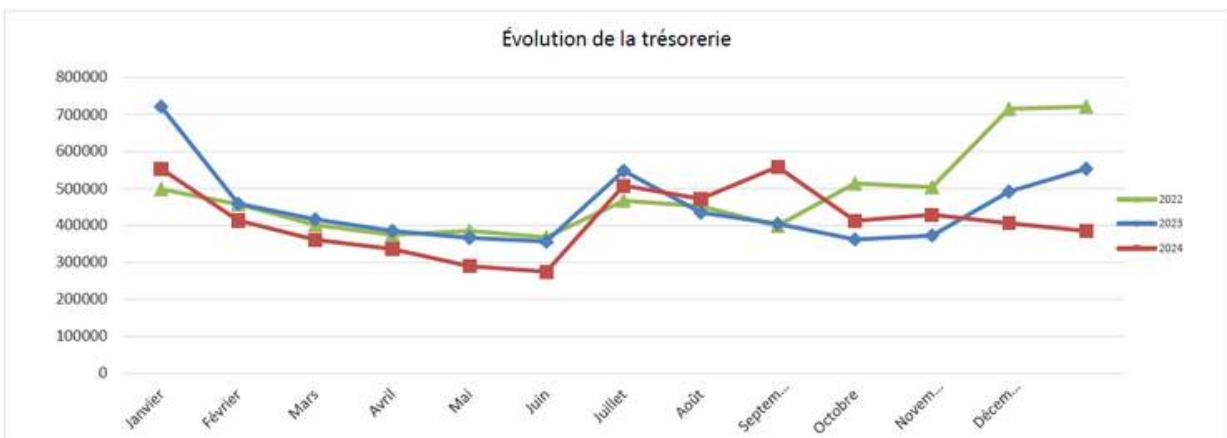
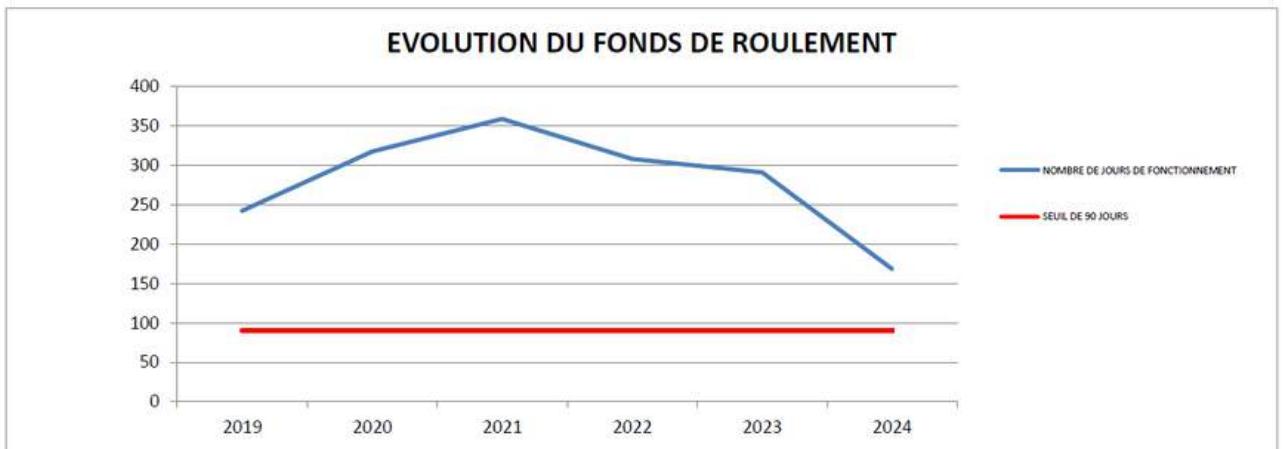
==> 86 024 € ont été pris sur ces fonds au 31/12/2023

==> 10 600 € ont été pris sur ces fonds au 31/12/2024

==> Solde à utiliser au 31/12/2024 : 11 709 €



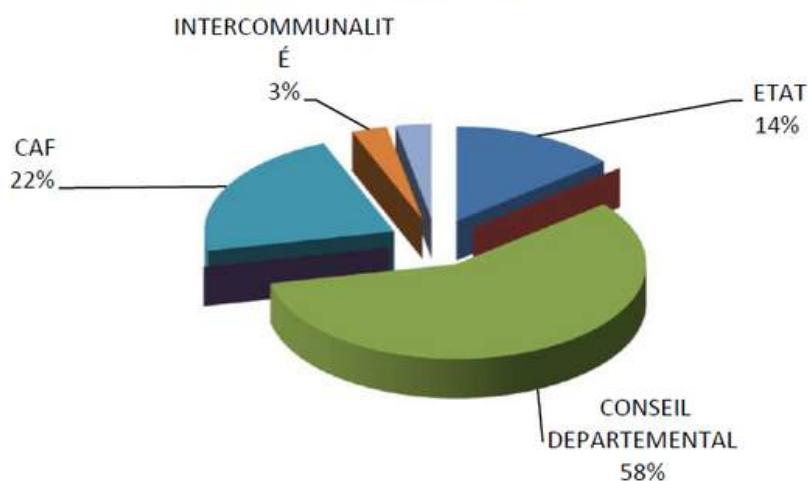
ANNEE	FONDS DE ROULEMENT (en euros)	NOMBRE DE JOURS DE FONCTIONNEMENT	Budget de fonctionnement
2019	263 895	242	397 991
2020	292 788	317	336 758
2021	293 954	359	299 182
2022	268 631	308	318 500
2023	312 007	291	391 484
2024	184 807	168	401 215



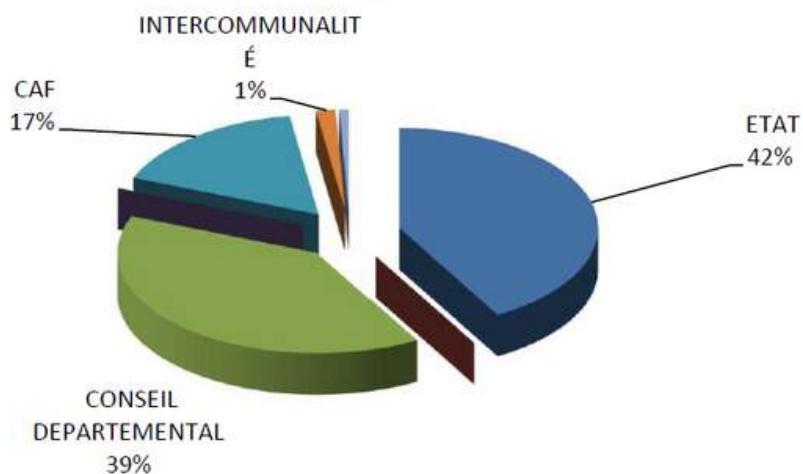
DETAIL DES SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS FINANCIERES 2023 ET 2024
(en euros)

	BUDGET REALISE 2023		BUDGET REALISE 2024		ECARTS
	Montants	%	Montants	%	
ETAT	270 019	42	70 852	14	-199 167
CONSEIL REGIONAL		0	2 000	0	2 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL	254 000	39	285 000	57	31 000
COMMUNE		0		0	0
CAF	107 720	17	111 000	22	3 280
INTERCOMMUNALITÉ	10 250	2	13 692	3	3 442
AUTRES	4 800	1	15 800	3	11 000
					0
TOTAL DES SUBV. ET CONT. FI.	646 789	100	498 344	100	-148 445

SUBVENTIONS 2024



SUBVENTIONS 2023



POUR LE SOUTIEN AU PROJET FÉDÉRAL :



POUR LE SOUTIEN AUX CENTRES SOCIAUX DU RÉSEAU :



POUR L'ANIMATION DU RÉSEAU DES CENTRES SOCIAUX :



FÉDÉRATION CS & EVS
LOIRE HAUTE-LOIRE

**FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX
LOIRE ET HAUTE-LOIRE**

**LE DAMIER - 7 ROND POINT AUGUSTE COLONNA
42160 ANDRÉZIEUX-BOUTHÉON**

**07 88 47 13 76 - contact@fcs4243.fr
www.loire.hauteloire.centres-sociaux.fr**